

vie universitaire

Le mensuel professionnel de l'enseignement supérieur, des universités, des écoles et de la recherche



VU ET ENTENDU

Une approche économique de l'enseignement supérieur p. 4



DOSSIER

La publication de la DEPP sur l'état de l'enseignement supérieur p. 16



MAGAZINE

Réforme LMD : interview de Jean Fabri (SNESUP-FSU) p. 26



PRATIQUE

Lecture : Étudier en France et en Allemagne p. 30

52 chiffres pour comprendre

2008

11°

21 %

7 Consulter chez Carmen

1/3

9370

637 000

82,1 %

24,3 %

Vie Universitaire vous présente ses meilleurs vœux pour 2008

Vu et entendu

- 3 Le travail des étudiants
- 4 Une approche économique de l'enseignement supérieur
- 5 Les étudiants étrangers
- 6 APEC et LMD
- 7 Un nouveau centre de recherche à Grenoble

Le bâtiment Edmond J. Safra



- 8 Le classement des écoles de commerce
- 10 International
- 13 Les chiffres du mois
- 14 Ils ont dit

Dossier

- 16 L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- 19 52 chiffres pour comprendre 2008

Daniel Vitry, directeur de la DEPP



Magazine

- 26 La réforme de la licence : interview de Jean Fabri, secrétaire général du SNESUP-FSU

Pratique

- 28 Le contentieux de l'enseignement supérieur
- 30 Fiche de lecture
- 31 JO / BO

Actualité du MOIS

Depuis dix ans maintenant, les effectifs des universités n'augmentent plus. La massification est un fait acquis et relève du passé. Quant à sa gestion, elle est présente.

Une des vérités de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui apparaît en filigrane par la DEPP, est qu'il n'y pas de véritable économie d'échelle dans l'enseignement supérieur. Le coût d'un étudiant à l'université est de près de 8 000 € contre près de 14 000 pour un étudiant en CPGE, un coût unitaire presque deux fois plus élevé pour un établissement. Contrairement à beaucoup d'activités, jusqu'à aujourd'hui, l'enseignement supérieur ne s'est pas révélé comme une activité industrialisable.

Peut-on imaginer qu'au-delà des mots et des enthousiasmes, les nouvelles technologies constituent une réponse industrielle et efficace à la massification passée ?

Entretien avec Jean Fabbri Secrétaire général du SNESUP-FSU.



Jean Fabbri

VU - Comment accueillez-vous le dispositif de Mme Péresse contre l'échec en premier cycle ?

Jean Fabbri - Nous pensons depuis longtemps que l'Enseignement supérieur et la Recherche ne sont pas assez pris en compte par le gouvernement. C'est à la fois vrai pour la recherche et pour les formations. Nous avons souligné que la réforme LMD, mise en place de façon brutale et technocratique, a rendu encore plus illisibles les formations, introduisant une concurrence entre elles, une concurrence entre les établissements et ne favorisant pas la réussite des étudiants. Néanmoins, il y a des données objectives qui ne sont pas celles avancées par la ministre, qui nous alertent et qui nous avaient fait demander en juin dernier un collectif budgétaire pour améliorer l'entrée des nouveaux bacheliers dans l'université. La ministre ne nous a pas suivis, comme sur d'autres points, et les étudiants en sont les premières victimes, une fois de plus.

Ce qui pose problème pour l'entrée des jeunes à l'université, c'est d'abord leurs difficultés

sociales et d'adaptation dans et autour des villes universitaires. Il faut mesurer que parmi ceux qui s'inscrivent administrativement à l'université, un très grand nombre n'effectue pas réellement le cursus. Sur les 1,3 millions d'étudiants entrant à l'université, 150 000 sont recensés comme étant en dessous du seuil de pauvreté. Ce sont ces étudiants-là qui sont le plus victimes de l'échec à l'université. Il y a donc besoin d'un soutien social par les bourses, par le logement étudiant, qui est absolument considérable. Ce plan n'est pas encore entré en application, même si quelques mesures ont été annoncées et mises en œuvre à la rentrée universitaire, mais c'est très loin de l'ordre de grandeur des besoins. Quand la ministre avance qu'il y a 52 % d'échec en première année, on sait que ce chiffre est faux. Il est faux, parce qu'il ne prend pas en considération le phénomène que je décrivais plus haut. Les étudiants inscrits en classe préparatoires ne passent pas les examens, d'autres ne s'inscrivent que pour des raisons administratives. Si l'on veut faire des comparaisons réelles, il ne

Jean Fabbri réagit au mouvement contre la loi Péresse et aux mesures proposées par la ministre.

faut tenir compte des étudiants réellement présents dans les cours et aux TD et qui passent effectivement les premières sessions d'examens. C'est ce chiffre qui est pertinent et il doit se situer autour de 15 % et 35 %, ce qui n'est pas très différent du taux d'échec au baccalauréat.

Cela n'enlève rien à deux choses, d'une part que ceux qui ont eu le baccalauréat et qui s'inscrivent à l'université doivent pouvoir réellement être étudiants à l'université et réellement suivre leur cursus. Ceci relève pour beaucoup de dispositifs d'aide sociale et de la lisibilité des formations. Par ailleurs, il faut se donner les moyens de surmonter les difficultés réelles des étudiants qui suivent les TD et qui échouent. Nous ne nous satisfaisons pas de la situation des élèves qui déploient des efforts pour réussir. Quoi qu'en dise la ministre, c'est à soutenir ces étudiants qu'est consacrée aussi l'activité au quotidien des enseignants du supérieur. Il y a dans son discours des propos qui m'ont fait dire au *Parisien* qu'elle prétend inventer la poudre et qu'elle fait preuve d'un certain mépris pour le travail qu'ont effectué depuis longtemps les professeurs.

VU - C'est Noël. Quel est le cadeau qui vous ferait plaisir ?

Jean Fabbri - Il faudrait que la ministre, qui ne joue qu'un petit rôle dans tout le dispositif gouvernemental, se mette à entendre ce que portent les universités et la communauté universitaire, c'est-à-dire les étudiants mais

aussi les parents, les milieux économiques et sociaux qui, autour de l'Université sont préoccupés à juste titre, pas seulement par l'Université mais aussi par les autres formations supérieures et de recherche. Ils sont inquiets de l'avenir que l'on construit par l'intermédiaire de la formation et de la recherche. Ces réflexions, nous en avons mis un certain nombre sur la table, ça passe de façon incontournable par un effort financier supplémentaire de la nation. La France, et tous les comparatifs le démontrent, est très loin de fournir un effort public comme privé suffisant. On sait que dans les autres pays développés, 5 % du PIB est consacré à la recherche et à la formation supérieure. Nous sommes en France à 3,2 % en comptant les investissements publics et privés. Il y a des insuffisances criantes dans le budget de l'État. Prétendre améliorer l'encadrement des étudiants, en première année sans créer le moindre emploi statutaire, c'est se moquer du monde. Le recours au personnel précaire, aux vacataires, aux enseignants du statut de second degré, qu'on transférerait des lycées vers les universités ou le recours systématique à des étudiants à peine formés avec le tutorat, ne nous semble pas des voix qui permettent de consolider, d'aider définitivement les nouveaux étudiants. Ce que nous demandons, ce sont des créations d'emplois et un véritable Grenelle de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont le gouvernement assurerait l'intendance et qui opérerait le suivi par une loi de programmation au gouvernement.